

13 Les femmes et l'ODD 14 - Vie aquatique : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Des écosystèmes marins sains sont essentiels pour la biodiversité et pour contrer et réduire les effets du changement climatique. Ils assurent également la subsistance des communautés humaines et soutiennent le développement d'une économie bleue durable. La prolifération des déchets et des substances toxiques dans les océans est non seulement dommageable pour les écosystèmes marins fragiles, mais elle est aussi néfaste pour la santé des êtres humains, en particulier les enfants et les femmes enceintes. Permettre aux femmes d'accéder à des postes de direction et leur donner les moyens d'agir sur la question des océans sont deux actions fondamentales pour qu'elles puissent jouer un rôle clé dans la protection des écosystèmes marins, la gestion des déchets rejetés en mer et la promotion d'une pêche durable.

13.1. Éléments à retenir

Le présent chapitre aborde un certain nombre des grandes interactions existant entre l'égalité des sexes (ODD 5) et la santé des océans (ODD 14). Il passe en revue les connaissances existantes et formule plusieurs recommandations :

- S'attaquer au problème des déchets en mer est essentiel à la santé des océans et à la santé humaine. Les femmes enceintes et les enfants sont les plus sensibles aux substances toxiques contenues dans les poissons. Les microplastiques peuvent traverser la barrière placentaire et être néfastes au fœtus.
- Le cercle vicieux de la dégradation des océans par les êtres humains et des changements climatiques anthropiques est en train de s'intensifier et d'atteindre des niveaux record, dont les conséquences pourraient être désastreuses. Les catastrophes survenant dans les zones côtières ont un effet différencié sur les individus, les femmes et les enfants étant durement touchés par l'intensité et la fréquence croissantes des tempêtes marines. Les études montrent que les femmes et les enfants (garçons ou filles) ont 14 fois plus de risques de mourir lors d'une catastrophe de ce type que les hommes.
- Globalement, les femmes ne représentent que 20 % de la main-d'œuvre des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, et ont également tendance à y être plus faiblement rémunérées. Elles sont en outre plus représentées dans le domaine de la pêche artisanale.
- En 2016, seule 1 entreprise d'aliments d'origine marine sur les 100 premières du monde était dirigée par une femme, et 54 % d'entre elles ne comptaient aucune femme dans leur conseil d'administration. La participation accrue des femmes aux fonctions décisionnelles et de haut niveau dans le secteur de la pêche pourrait contribuer à une plus grande durabilité de la pêche et à la protection du milieu marin.
- Les femmes peuvent jouer un rôle clé au regard de la protection des écosystèmes marins et de l'utilisation durable des ressources de la mer. Dans les pays d'Afrique de l'Est, les initiatives locales incluant des femmes parviennent à régénérer les mangroves, à protéger les zones côtières et à dynamiser les espèces marines de faune et de flore sauvages. La lutte contre la discrimination, l'accès aux sources de financement et le développement des compétences sont des actions essentielles pour permettre à ces initiatives de se développer.
- L'écart entre les femmes et les hommes est plus réduit dans le domaine des sciences de l'océan que dans celui des sciences en général. Les femmes y représentent en moyenne 38 % des chercheurs, soit 10 % de plus environ que pour l'ensemble des sciences.
- L'égalité des sexes doit par ailleurs être généralisée dans la coopération pour le développement au service des océans : d'une part, en soutenant les initiatives visant à protéger les zones côtières, et d'autre part en développant la pêche durable à petite échelle qui fait vivre les communautés locales et permet de réduire les écarts femmes-hommes.
- Il est nécessaire d'améliorer la collecte de données et d'éléments de preuve concernant l'impact variable de la dégradation des océans sur la santé, le bien-être et les perspectives d'emploi des femmes et des hommes, en mettant l'accent sur les plus vulnérables, et en tenant compte des intersectionnalités.
- Les mesures de protection des océans doivent tenir compte des spécificités femmes-hommes, en s'intéressant aux aspects de la dégradation des océans qui préoccupent spécifiquement les unes et les autres, notamment l'impact des tempêtes sur les zones côtières, l'appauvrissement des stocks de poissons et l'augmentation des déchets en mer.

13.2. Principaux liens entre l'égalité des sexes, la gestion durable des ressources marines et les autres ODD

L'ODD 14 aborde un large éventail de sujets, reflétant ainsi l'ampleur des océans, qui recouvrent 71 % de la surface du globe et contiennent 97 % de l'eau présente sur Terre (UN Atlas of the Oceans, n.d.^[1]). La santé des écosystèmes marins est essentielle pour enrayer et réduire les répercussions des changements climatiques (ODD 13), ainsi que pour lutter contre la faim (ODD 2). Le poisson, en particulier, procure des apports nutritionnels uniques qui favorisent le développement neurologique et améliorent la santé cardiovasculaire (ODD 3). La pratique de la pêche artisanale, ainsi que la restauration et la protection des écosystèmes fournissent des perspectives de travail décent (ODD 8), tandis que les installations de désalinisation peuvent aider à approvisionner en eau propre les zones où l'eau potable est limitée (ODD 6). Par ailleurs, la protection et l'exploitation durable de la biodiversité marine (poissons, mangroves, récifs coralliens) ainsi que l'écotourisme offrent des débouchés en termes d'emploi et des perspectives économiques, tandis que la réduction et l'élimination de la pollution des océans ouvrent des possibilités d'innovation (ODD 9). Enfin, il est de plus en plus faisable d'exploiter l'énergie thermique et mécanique des océans pour produire une électricité abordable et renouvelable (ODD 7).

Les êtres humains sont très dépendants des ressources et des écosystèmes marins. Selon l'Atlas des océans élaboré par les Nations Unies, environ 40 % de la population mondiale vit à moins de 100 kilomètres des côtes, et près d'1 milliard de personnes vivent de la mer. Les populations côtières et des secteurs comme la pêche et le tourisme sont particulièrement exposés à la fragilité croissante des océans (UN Atlas of the Oceans, n.d.^[1]). Selon un chiffrage prudent effectué par l'OCDE, l'économie des océans est estimée à 1 500 milliards USD, soit environ 2.5 % du montant brut de la valeur ajoutée mondiale (OECD, 2016^[2]). L'activité économique humaine dans le domaine maritime, en particulier la pêche et les transports, a une incidence directe sur l'état des océans. Cela dit, toutes les formes de production et de consommation non durables finissent par avoir des effets néfastes sur les océans. Des études récentes montrent la vitesse ahurissante à laquelle l'activité humaine a entraîné la dégradation des océans – 13 % seulement de leurs étendues sont restées intactes, et 5 % seulement sont des espaces marins protégés (Jones et al., 2018^[3]). L'activité humaine touche 97 % des océans, exerçant une pression sur les écosystèmes marins, la qualité de l'eau et les zones côtières (IPBES, 2019^[4]).

La prolifération de déchets plastiques, de mercure et autres substances toxiques dans les océans n'a pas seulement pour effet d'endommager les écosystèmes fragiles qui s'y trouvent, mais aussi d'être néfaste pour la santé humaine. L'activité humaine est également à l'origine de l'eutrophisation, de l'acidification, des zones mortes et de la montée du niveau de la mer, ce qui nuit aux écosystèmes marins et, par conséquent, à la santé physique et mentale des êtres humains (Viviani, 1992^[5]) (WHO Regional Office for Europe and European Commission, 2002^[6]) (Falkenberg et al., 2020^[7]) (EPA, n.d.^[8]). La surpêche affecte aujourd'hui un tiers des stocks marins mondiaux (Delpeuch and Hutniczak, 2019^[9]).

Le cercle vicieux de la dégradation des océans par les êtres humains et des changements climatiques anthropiques est en train de s'intensifier et d'atteindre des niveaux record, dont les conséquences pourraient être catastrophiques. Par exemple, un écosystème côtier d'un kilomètre carré (comme une forêt de mangrove) peut stocker jusqu'à cinq fois plus de carbone qu'une forêt tropicale mature de surface équivalente. Or, ces écosystèmes sont détruits trois à quatre fois plus vite que les forêts, ce qui entraîne la libération de quantités substantielles de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et dans les océans, et contribue donc au changement climatique (IUCN, 2020^[10]).

Il existe des liens divers entre l'égalité des sexes et la protection des océans. Les substances toxiques contenues dans les déchets marins peuvent se retrouver dans les systèmes alimentaires et avoir des effets différenciés sur la santé des hommes et des femmes (ODD 4). Les différences entre les sexes peuvent aussi se manifester au niveau de la consommation, la production et la gestion des déchets, ainsi que des conséquences que peuvent avoir ces activités sur la pollution des océans (cible 14.1). Les

hommes et les femmes peuvent en outre jouer des rôles différents au regard de la protection et la restauration des écosystèmes (cible 14.2), de même qu'ils peuvent bénéficier différemment des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines (cible 14.7). La cible 14b sur le soutien aux petits pêcheurs présente également une importante dimension sexospécifique, car un grand nombre des intéressés sont des femmes. Malgré des différences potentiellement marquées entre les femmes et les hommes, aucune des cibles de l'ODD 14 n'aborde la problématique de l'égalité des sexes ni la relation entre les ressources marines et les moyens de subsistance des femmes et des hommes, notamment au sujet du rôle qu'ils peuvent jouer au regard de la sécurité alimentaire, l'emploi et la réduction de la pauvreté.

13.3. Les effets des déchets marins et des catastrophes naturelles maritimes sur les hommes et les femmes

Les hommes comme les femmes sont vulnérables aux déchets, microplastiques et produits chimiques rejetés en mer, et pourtant la santé des océans n'a pas les mêmes effets sur leur santé et leur bien-être. La pollution croissante des océans (par exemple avec les matières plastiques et le mercure) aboutit en fin de compte dans le corps humain. Les femmes enceintes et les enfants sont particulièrement sensibles aux substances toxiques contenues dans les poissons. Les microplastiques peuvent traverser la barrière placentaire et être néfastes au fœtus (Lloyd-Smith and Immig, 2018^[11]).

Le mercure s'accumule dans les aliments et détériore la santé des femmes et des hommes. Dans les communautés côtières défavorisées, les polluants se retrouvent concentrés le long des côtes et, dans la mesure où les femmes interviennent souvent comme renforts de pêche, elles s'exposent alors à ces matières dangereuses. L'exposition au mercure peut être gérée par des conseils alimentaires. Une étude récente qui consistait à donner aux femmes enceintes des indications nutritionnelles pour réduire leur consommation de mercure en évitant les grands poissons prédateurs a montré une baisse significative des concentrations de mercure trois mois après (Kirk et al., 2017^[12]).

Enfin, les catastrophes naturelles sont d'une intensité croissante, et la question se pose de l'adaptation à ces phénomènes. Les femmes vivant dans les zones côtières sont également plus touchées par l'intensité et la fréquence croissantes des tempêtes marines, les études montrant que les femmes et les enfants (garçons ou filles) ont 14 fois plus de risques de mourir lors d'une catastrophe de ce type que les hommes (UNDP, 2016^[13]) (UNDP, 2016^[14]). Le tsunami qui a frappé le Sri Lanka en 2004 a clairement mis en évidence ces inégalités car il a été plus facile pour les hommes de survivre en montant aux arbres (un exercice qui est principalement enseigné aux garçons) (IUCN, 2008^[15]). Il en résulte que dans ce pays, les femmes et les filles ont moins de chances de survivre à une catastrophe naturelle (Oxfam International, 2005^[16]).

Les boucles de rétroaction entre le changement climatique, les facteurs de stress sur l'environnement et les pressions exercées sur des ressources naturelles qui diminuent, se dégradent et/ou sont en voie d'épuisement, ont déclenché une montée de la violence sexiste. (Camey et al., n.d.^[17]).

13.4. L'économie bleue

La mise en place d'une économie bleue inclusive permet d'améliorer les conditions de travail afin de les rendre plus favorables aux femmes, d'évoluer vers des processus de recrutement sans préjugés, ainsi que de favoriser les politiques et les actions mettant en avant les rôles des femmes. De manière générale, ce modèle économique peut faciliter la transition vers un secteur de la pêche plus durable et paritaire (Shaleh, Fui-Fui and Mustafa, 2020^[18]). Le soutien des pouvoirs publics est toutefois indispensable pour initier les changements qui s'imposent et faire en sorte que les femmes jouent un rôle dans la protection des ressources marines. Ce modèle pourrait aussi permettre de créer des entreprises favorisant l'indépendance économique des femmes et l'amélioration de leur bien-être (Saleem and Abentim, 2019^[19]).

13.4.1. L'emploi des femmes dans le secteur de la pêche

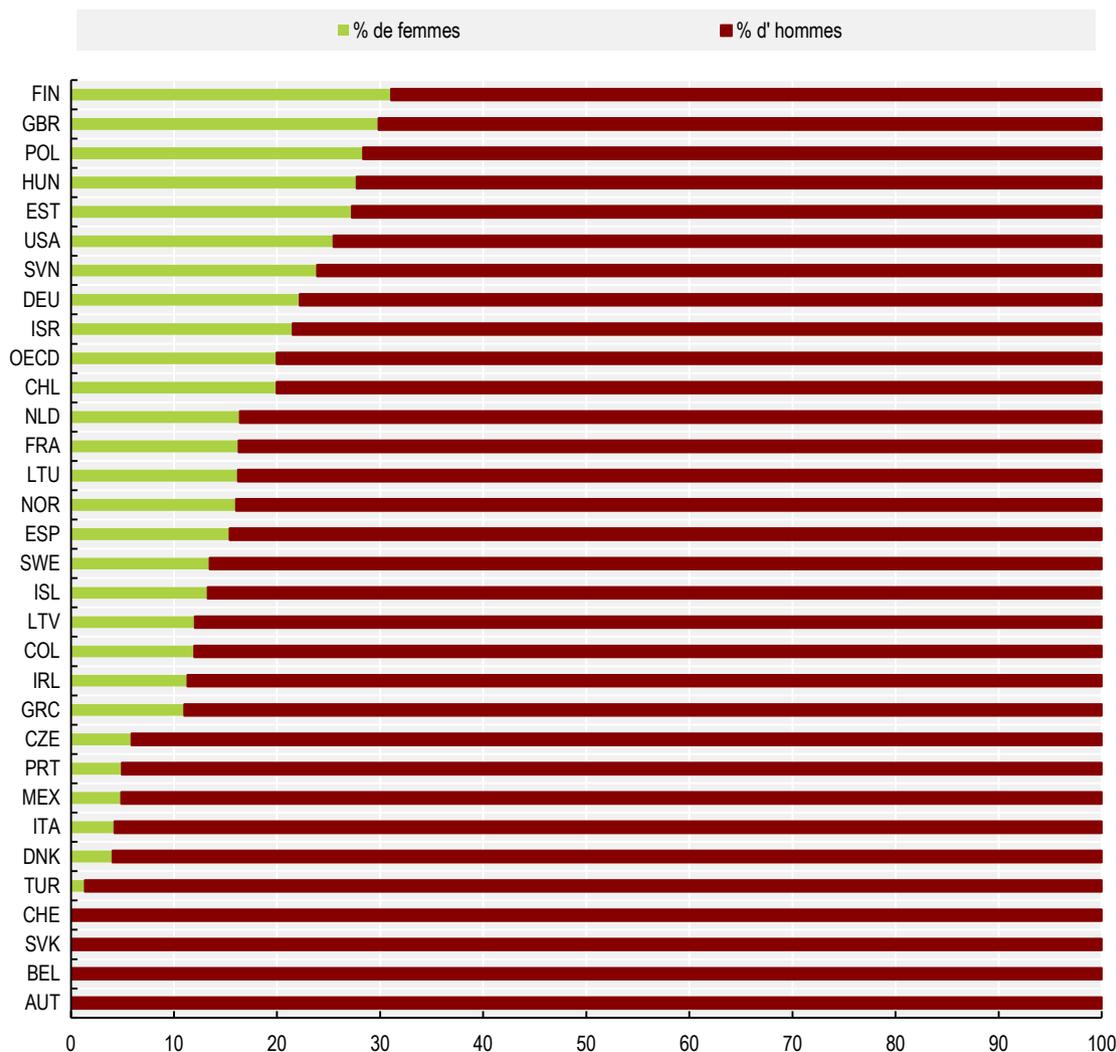
La santé des océans conditionne la santé de la planète, et des milliards d'êtres humains en dépendent pour survivre. Bien que les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre employée pour transformer, nettoyer et vendre le poisson, elles n'équivalaient en 2014 qu'à 19 % de l'ensemble des personnes directement impliquées dans la pêche proprement dite et l'aquaculture (UN Women, 2020^[20]). Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes ne représentaient en 2018 que 14 % des 60 millions de personnes travaillant dans le secteur de la pêche et l'aquaculture (FAO, 2020^[21]). En Asie uniquement, les femmes équivalaient à 33 % de la main-d'œuvre de l'aquaculture en Chine, et à 42-80 % de celle employée pour l'élevage en cage et en eau douce en Indonésie et au Viet Nam (OECD, 2015^[22]).

En raison des normes de genre, les femmes jouent des rôles prédéfinis dans les collectivités de pêcheurs traditionnelles, et manquent souvent de moyens institutionnels et de connaissances techniques pour utiliser un bateau de pêche (UNEP, 2017^[23]). Elles sont souvent plus présentes dans les activités du secteur de la pêche qui sont moins rémunérées, saisonnières et irrégulières (FAO, 2020^[21]). Or ces emplois sont rarement assortis d'une protection en matière de santé, de sécurité et de droits du travail. De plus, à tâches équivalentes dans le secteur de l'aquaculture, elles gagnent en moyenne 36 % de moins que les hommes (UN Women, 2020^[20]).

Étant donné que le poisson est périssable, les femmes à faible revenu qui n'ont pas accès aux technologies de stockage et de transport sont les plus vulnérables aux pertes associées à son gaspillage (UN Women, 2020^[24]). Les femmes représentent la grande majorité (plus de 90 %) de la main-d'œuvre affectée aux travaux annexes de la pêche tels que la transformation du poisson, la vente et l'entretien du matériel, qui sont fréquemment peu rémunérés ou pas payés du tout (UN Women, 2017^[25]). En outre, le secteur de la transformation après récolte est associé à des risques pour la santé liés au travail. Au Bangladesh, les femmes travaillant la crevette ont signalé une maladie fongique des mains ; une étude menée en Australie a révélé une incidence significative de l'urticaire et de l'asthme lié au travail chez les travailleurs des produits de la mer ; et en Afrique du Sud, les femmes déclarent souffrir de problèmes cutanés similaires. (Thirumoorthy et al., 2016^[26]) (Jeebhay, Lopata and Robins, 2000^[27]) (Jeebhay and Lopata, 2012^[28]).

De manière générale, les femmes travaillant dans le secteur de la pêche ont des revenus nettement inférieurs aux hommes (FAO, 2011^[29]) et ne participent pas complètement ni équitablement aux activités (FAO, 2015^[30]). Le problème se vérifie dans tous les pays – développés et en développement –, avec une intensité variable. Une étude réalisée en Norvège a par exemple mis en évidence la subordination intrinsèque des femmes dans le secteur de la pêche (Gerrard and Kleiber, 2019^[31]).

Graphique 13.1. Seulement 20 % de femmes dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans la zone OCDE (données de 2017)



Note : Toutes les données datent de 2017 et proviennent de la classification des activités économiques (CITI Révision 4), « Division 03 - Pêche et aquaculture », sauf pour l'Autriche et Israël (2016), la Belgique et la République slovaque (2015) et la Slovénie (2013). Pour le Chili et la Colombie, elles proviennent de la classification des activités économiques (CITI Révision 3.1), « Division 05 - Pêche, pisciculture, aquaculture et activités annexes ». Pas de données disponibles pour l'Australie, le Canada, la Corée, le Japon, le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande.
Source : ILOSTAT (ILO, 2020^[32]).

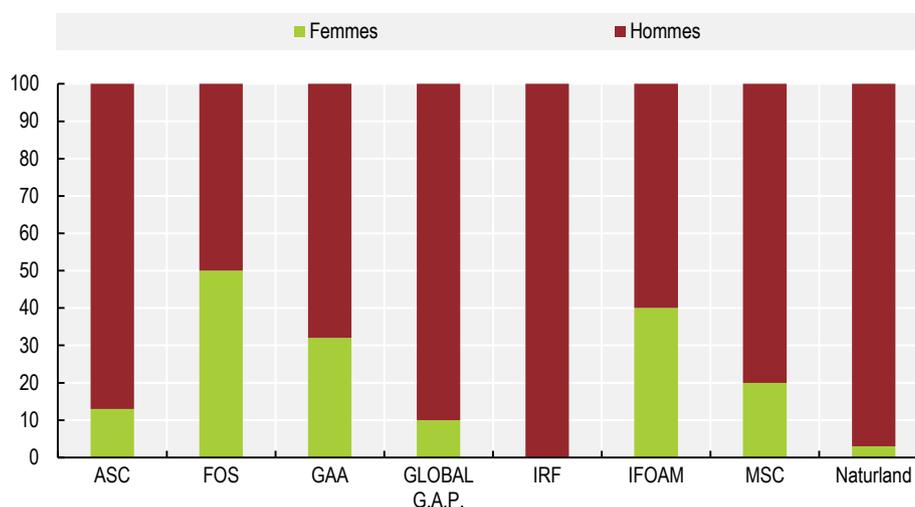
Dans la zone OCDE, les femmes ne représentent que 20 % de la main-d'œuvre travaillant dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, même si leur proportion atteint quelque 30 % dans les pays comportant de vastes zones côtières – comme la Finlande et le Royaume-Uni (Graphique 13.1). Les hommes participent surtout aux activités de capture (81 % en 2014 dans les pays de l'OCDE) tandis que les femmes sont majoritairement affectées à des tâches annexes comme la transformation du poisson, la vente et l'entretien du matériel de pêche (90 %), qui sont fréquemment peu rémunérées ou pas payées du tout (European Commission, 2002^[33]) (FAO, 2018^[34]). En outre, la documentation et la recherche sur les sujets de l'industrie maritime, y compris le transport maritime, l'exploration en eau profonde tendent à ne pas tenir compte de la problématique hommes-femmes (UNEP and Water Alliance, 2019^[35]).

S'agissant des activités industrielles ayant trait à la pêche (comme la transformation du poisson), les femmes y représentent une proportion de plus en plus grande de la main-d'œuvre. Toutefois, les femmes occupent généralement les emplois faiblement rémunérés et peu qualifiés (Biswas, FAO and ICSF, 2017^[36]).

En 2016, seule 1 entreprise d'aliments d'origine marine sur les 100 premières du monde était dirigée par une femme, et 54 % d'entre elles ne comptaient aucune femme dans leur conseil d'administration. La participation accrue des femmes aux fonctions décisionnelles et de haut niveau dans le secteur de la pêche pourrait contribuer à une plus grande durabilité de la pêche et à la protection du milieu marin. Le fait de réduire le déséquilibre du pouvoir dans le secteur – par exemple en facilitant l'accès des femmes au microfinancement, aux ressources halieutiques et aux postes de décisions – pourrait permettre aux intéressées de jouer un rôle plus important dans la protection du milieu marin. Des études ont montré que l'intégration des femmes aux postes de direction et de direction favorise le bien-être communautaire, la croissance économique et des résultats positifs pour le bien-être (FAO, 2015^[37]) des familles.

Les femmes sont très peu présentes dans certains grands groupes d'entreprises de la pêche, sauf dans quelques cas où un quota a été instauré et où leur proportion atteint 50 % (Graphique 13.2). La Fondation galicienne pour la pêche et la conchyliculture et FARNET sont deux projets financés par l'UE (le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche [FEAMP]) qui aident les femmes à mettre à profit leur savoir et leur détermination en fournissant un financement ciblé et en créant des partenariats au niveau local (European Commission, 2019^[38]).

Graphique 13.2. Présence dans les conseils d'administration des femmes et des hommes, 2015



Note : ASC : Aquaculture Stewardship Conseil ; FOS : Friend of the Sea ; GAA : Alliance mondiale pour l'aquaculture ; GLOBAL G.A.P. Global Partnership for Good Agricultural Practice; IRF: Iceland Responsible Fisheries ; IFOAM : Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique, MSC : Marine Stewardship Conseil. Informations non disponibles pour ChinaG.A.P.

Source : (Potts et al., 2016^[39]).

La création de réseaux solides pour promouvoir la présence des femmes dans le secteur de la pêche est également essentielle afin d'assurer leur participation aux processus de prise de décision et leur accès aux postes de direction. De tels réseaux peuvent émerger d'une mobilisation de terrain comme le groupe MBKMMVS de femmes vendeuses de poissons à Mumbai, en Inde, qui se sont organisées et sont maintenant les responsables officielles de leur marché local du poisson. De même, des initiatives institutionnelles comme l'African Network for Women Fish Processors and Traders (AWFISHNET) créé en 2017, offrent une plateforme d'échange de pratiques exemplaires, de connaissances et de technologies, et améliorent l'accès aux marchés (FAO, 2017^[40]).

13.4.2. Le soutien aux femmes pratiquant la pêche artisanale

La moitié des captures mondiales de poisson provient de la pêche artisanale, qui emploie plus de 90 % de la main-d'œuvre du secteur à l'échelle internationale (FAO, 2020^[21]). Globalement, les femmes sont vraisemblablement plus présentes dans les activités halieutiques qui sont proches de leur foyer et, lorsqu'elles pratiquent elles-mêmes la pêche, elles semblent privilégier les petites prises de poissons à haute valeur nutritionnelle et autres animaux aquatiques directement consommables par leur foyer, plutôt que s'adonner à des activités à visée commerciale (FAO, 2018^[34]).

Les femmes représentent une forte proportion des millions de personnes travaillant à la transformation du poisson pêché de façon artisanale. Leur rôle est généralement peu reconnu car il est perçu comme inhérent au travail domestique/à la tenue du foyer et n'est donc pas valorisé sur le plan économique, de même qu'il n'est pas pris en compte dans les données statistiques (Biswas, FAO and ICSF, 2017^[36]). La marginalisation des femmes peut aussi avoir un lien avec les droits de propriété des collectivités de pêcheurs, ainsi qu'avec l'impact du changement climatique sur les zones côtières (UN WomenWatch, 2009^[41]).

Les femmes sont victimes de discrimination explicite et implicite dans le secteur de la pêche, qui peut parfois s'entrecroiser avec une mauvaise gestion environnementale. Par exemple, dans le lac Victoria en Tanzanie, seule la capture de poissons de grande taille est autorisée, ce qui empêche les femmes de participer aux activités de vente formelle. Du fait de leur maîtrise de techniques spécifiques et de leur manque d'accès à des bateaux de grande taille, les femmes ont tendance à pratiquer la pêche artisanale. Et ce, malgré le système de cogestion de la pêche du lac qui fixe un quota pour l'inclusion minimale des femmes dans les structures communautaires (Nunan and Cepić, 2020^[42]). Dans le même temps, la pression humaine sur le bassin versant du lac et l'introduction d'espèces exotiques ont eu un impact négatif sur sa biodiversité, provoquant l'eutrophisation et une prolifération accrue d'algues (Njiru et al., 2008^[43]). Par conséquent, l'intersection des impacts sociaux et environnementaux sur le lac souligne l'importance de disposer de stratégies globales de restauration et de conservation de la nature.

De nombreuses initiatives d'émancipation des femmes dans le secteur de la pêche ont permis aux intéressées de constituer une épargne et ainsi de financer des projets et d'assurer leur sécurité financière. Un certain nombre d'initiatives de microfinancement montrent que les femmes font un meilleur usage des prêts ou crédits d'un faible montant que les hommes. Les femmes semblent davantage attachées à utiliser cet argent pour assurer la durabilité de leur activité tout en veillant à la protection des écosystèmes marins (Galtung, Colonia and Sacramento, 1997^[44]). Une étude portant sur la pêche artisanale du poulpe par les communautés vivant à l'ouest de Madagascar montre que la participation des femmes à la gestion des enclos est faible au vu de l'importance financière que cette activité représente pour elles. Les conclusions recommandent que la participation des femmes soit, dans la mesure du possible, renforcée afin de favoriser et d'accroître le partage des gains au sein des communautés et, par voie de conséquence, de permettre une meilleure acceptation des enclos utilisés pour la pêche et de repenser les initiatives de gestion communautaires qui ont tendance à renforcer les inégalités femmes-hommes car reposant sur des processus décisionnels traditionnels, généralement dominés par les hommes (Louise et al., 2014^[45]).

Dans un autre exemple, les femmes vivant dans la ville de Kwale au Kenya viennent de lancer un projet durable d'algoculture qui leur procure une sécurité financière et permet d'assurer une croissance régulière des stocks marins (ODINAFRICA, 2020^[46]). Corroborant les conclusions de divers rapports relatant des expériences réussies de l'économie bleue en Afrique, ce projet est centré sur la population et a pour but de remédier à la marginalisation des femmes (Okafor-Yarwood et al., 2020^[47]).

Dans ses lignes directrices intitulées « Voluntary Guidelines for Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication », la FAO préconise la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes ainsi que le renforcement de la résilience du secteur de la pêche face au changement climatique et aux phénomènes climatiques extrêmes (FAO, 2018^[48]). Ces lignes

directrices constituent le premier instrument reconnu internationalement pour le secteur de la pêche artisanale. En plus de mettre l'accent sur l'intégration des questions d'égalité hommes-femmes et le renforcement de la résilience du secteur de la pêche, elles recommandent l'investissement dans la santé, la littératie et l'enseignement technologique, l'éradication du travail forcé et la promotion de la sécurité sociale. C'est sur leur base que la FAO met actuellement en œuvre en Afrique de l'Ouest un projet sur cinq ans financé par le Fonds pour l'environnement mondial, dans le cadre de l'Initiative Pêche Côtière au Cabo Verde, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La FAO réalise une étude sur les chaînes de valeur afin de trouver des moyens d'améliorer à la fois la gestion des pêches et les processus postérieurs à la capture, tout en examinant le rôle « invisible » des femmes dans le secteur (FAO, 2018^[48]).

Dans un rapport de 2019, l'UICN insistait sur la nécessité de recueillir plus de données probantes sur le lien entre l'émancipation des femmes, l'accès à des moyens de financement et l'instauration d'une pêche durable, en s'appuyant sur des projets pilotes passés et en cours au Ghana, en Indonésie et aux Philippines. L'initiative Mangroves for the Future (MFF), lancée par des partenaires pour promouvoir l'investissement dans la conservation des écosystèmes côtiers au service du développement durable, a mis au point une boîte à outils pour les spécialistes de la gestion des zones côtières (MFF, SEI and SEAFDEC, 2018^[49]). Au Ghana, des initiatives menées le long du fleuve Densu pour accroître l'autonomie des femmes dans le secteur de la pêche ont permis de renforcer la surveillance de l'état de l'eau et de la pêche illégale, de restaurer les mangroves grâce à la plantation de milliers de jeunes plantes, d'organiser des campagnes de sensibilisation et de lutte contre les déchets plastiques, de multiplier les travaux communautaires de nettoyage des habitats des poissons, ainsi que de constituer une association villageoise d'épargne et de crédit pour financer les activités de transformation du poisson pratiquées par les femmes (IUCN, 2019^[50]).

Les projets de coopération pour le développement financés par le Japon visent spécifiquement à lutter contre la pauvreté des femmes dans le secteur de la pêche en fournissant de l'aide à celles qui travaillent dans le domaine du poisson séché au Sri Lanka. Les résultats montrent que cette aide peut permettre aux femmes de gagner des revenus stables tout en ayant des pratiques de pêche durables (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2014^[51]).

13.5. S'appuyer sur le rôle des femmes pour protéger les océans et développer durablement les ressources marines

Dotées des moyens dont elles ont besoin, les femmes peuvent être de puissantes actrices du changement au service de la protection des océans et du développement durable des ressources marines. Les initiatives visant à inclure les femmes dans les activités d'exploitation durable des ressources marines sont un moyen d'atteindre l'ODD 14 tout en promouvant une plus grande égalité entre les sexes.

13.5.1. Le rôle des femmes dans la lutte contre la pollution marine

Plusieurs formes de pollution marine menacent la biodiversité et la santé humaine, comme par exemple les sous-produits issus de l'assainissement, les eaux de ruissellement agricoles et les déchets plastiques. L'un des outils les plus efficaces pour empêcher la pollution des océans par les matières plastiques et les détritiques est d'améliorer la gestion des déchets, une tâche dans laquelle les femmes ont un grand rôle à jouer. D'une part par le choix des types de produits qu'elles achètent et utilisent, et d'autre part par la création de produits alternatifs, renouvelables et écologiques inspirés de l'expérience des femmes (voir le chapitre 11).

Les produits alimentaires, de soin, d'habillement ou ménagers sont souvent composés de matières plastiques ou conditionnés dans ce type de matériau. Ce sont les femmes qui effectuent la majorité des achats de biens de consommation et qui gèrent généralement leur ménage, ce qui veut dire qu'elles ont,

de par leur consommation, un impact majeur sur le maintien ou la réduction du volume des déchets plastiques. Selon les estimations, 13 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les océans chaque année, dont 80 % proviennent de sources terrestres (Le Guern, 2020^[52]) (Reddy, 2018^[53]).

Comme indiqué dans le chapitre 11 consacré aux modes de production et de consommation durables, un changement de comportement peut avoir un impact considérable en termes de durabilité environnementale. Un autre point à retenir des études ayant été menées est que les femmes ont tendance à avoir une conscience écologique plus développée et à être plus disposées à faire des efforts pour réduire leur empreinte carbone et protéger l'environnement (Kassinis et al., 2016^[54]). Par leurs modes de consommation durables et leur engagement dans la gestion des déchets, les femmes peuvent participer à la réduction des déchets marins dans le cadre de programmes tels que ceux mis en œuvre dans les mers d'Asie de l'Est (UNEP, COBSEA and SEI, 2019^[55]). Des économies bleues durables, résilientes et inclusives y sont mises en place, ainsi que des actions pour améliorer la propreté de l'eau.

Outre leurs efforts pour remplacer des produits de première nécessité faisant l'objet d'une consommation de masse par des équivalents renouvelables, les femmes peuvent jouer un rôle dans l'amélioration de la gestion des déchets, en particulier dans les zones côtières. Des actions collectives (comme le nettoyage des côtes) peuvent produire des effets très importants. Dans un rapport de 2019 centré sur l'Inde, l'Indonésie, les Philippines et le Viet Nam, l'organisation Ocean Conservancy recommande que pour s'attaquer efficacement à la pollution plastique, les actions collectives doivent s'accompagner de solutions globales et inclusives qui prennent en charge les chaînes d'approvisionnement mondiales et fassent participer à la fois les hommes et les femmes (Center for Ocean Conservancy, 2019^[56]).

Le cas de la ville côtière mexicaine de Celestún, une ville riche en biodiversité où des femmes se sont regroupées au sein d'organisations participatives communautaires de recyclage, est un exemple de la façon dont les connaissances et l'action des femmes peuvent jouer un rôle central dans la création de stratégies de conservation innovantes. Si les programmes nationaux et internationaux ont donné la priorité à la protection des zones humides contre les activités non sanitaires à Celestún, ils ont souvent négligé de s'occuper directement de l'assainissement et de la gestion des déchets solides et des eaux usées. Les femmes ont été accablées par le travail supplémentaire de prise en charge des malades dû à l'augmentation des maladies liées à une mauvaise gestion des déchets. Grâce à leurs connaissances locales et à leur réseau communautaire, les femmes de Celestún ont organisé des groupes de recyclage et de compostage locaux qui ont considérablement profité à la santé environnementale de la communauté et ont inversé une grande partie de l'érosion des plages et des perturbations des écosystèmes des zones humides. Leur réussite repose également sur la reconnaissance, au niveau national et étatique, de leur rôle d'actrices essentielles de la conservation. Cet exemple de mobilisation locale montre comment les programmes de conservation peuvent bénéficier d'une perspective sexospécifique qui tient compte de la répartition du travail selon le sexe dans chaque contexte et qui englobe les connaissances des femmes locales (UNEP and Water Alliance, 2019^[35]).

Si toutes les initiatives ont certes des effets favorables, une grande partie du plastique présent dans les océans et mers du globe est impossible à récupérer, qu'il s'agisse des débris se trouvant sur les fonds marins et dans les organismes benthiques, ou des microplastiques déposés par les eaux de pluie. Les femmes peuvent aussi jouer un rôle clé dans les initiatives de nettoyage des océans.

13.5.2. Le rôle des femmes dans la protection des écosystèmes marins

La protection des mangroves et des récifs coralliens peut contribuer dans une large mesure à la préservation de la vie dans les milieux aquatiques tout en aidant à lutter contre le changement climatique. Elle offre en outre aux populations vivant près des côtes une précieuse défense contre les cyclones et les tsunamis. Compte tenu de leur réussite, les initiatives conduites par des femmes pour protéger les littoraux et la vie marine devraient être encouragées et développées.

Au Kenya et dans d'autres pays d'Afrique de l'Est, les initiatives locales de faible ampleur dirigées par des femmes ont réussi à régénérer les mangroves, à protéger les zones côtières et à dynamiser les espèces marines de faune et de flore sauvages. Les initiatives de microfinancement montrent par ailleurs que les femmes privilégient davantage que les hommes la viabilité à long terme de leur activité, ce qui favorise par conséquent une meilleure protection des écosystèmes marins (Stevenson and St-Onge, 2005^[57]). Un récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement a également mis l'accent sur le rôle joué par les initiatives conduites par des femmes pour nettoyer et protéger les zones côtières – y compris en régénérant les mangroves – dans certaines régions d'Inde, du Mexique et des Philippines (UN Environment, 2020^[58]).

Par ailleurs, les femmes contribuent pour une part importante aux travaux scientifiques consacrés aux océans. L'écart entre les femmes et les hommes est de fait plus réduit dans le domaine des sciences de l'océan que dans celui des sciences en général. Les femmes y représentent en moyenne 38 % des chercheurs, soit 10 % de plus environ que dans l'ensemble des sciences (UNESCO, 2017^[59]). À titre d'exemple, au cours de l'année scolaire 2018 au Mexique, la participation des femmes représentait 71 % du personnel scolaire de premier cycle dans les domaines académiques de la biologie, des sciences de la terre et de la gestion durable des zones côtières. De même, elle représentait environ 54 % des étudiants diplômés en biologie, sciences marines, limnologie et sciences de la durabilité dans tous les établissements d'enseignement (UNAM, 2020^[60]). Il convient néanmoins de déployer des efforts supplémentaires pour attirer les femmes dans les domaines scientifiques, plus particulièrement ceux ayant trait aux océans et à l'environnement marin. Les pistes possibles sont la mise au point de dispositifs de mentorat, l'instauration d'environnements et de conditions de travail mieux adaptés aux femmes, ainsi que l'éradication des préjugés (Kappel, 2014^[61]).

13.6. Actions clés pour aller de l'avant

Un certain nombre d'actions peuvent être engagées pour promouvoir la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes dans les politiques et les mesures visant à améliorer la protection et la préservation des océans et de la précieuse vie marine :

- Recueillir des données sur l'impact de la dégradation des océans sur la santé, le bien-être et les perspectives d'emploi des femmes, en mettant l'accent sur les plus vulnérables et en tenant compte de l'intersectionnalité ;
- Concevoir des mesures de protection des océans tenant compte des spécificités femmes-hommes. Il faut mettre l'accent sur les aspects de la dégradation des océans qui préoccupent de manière différente les femmes et les hommes, notamment l'impact des tempêtes sur les zones côtières, l'appauvrissement des stocks de poissons et l'augmentation des déchets en mer ;
- Donner aux femmes les moyens de contribuer à la protection des écosystèmes marins et à l'exploitation durable des ressources marines ;
- Concevoir et mettre en œuvre une législation autorisant et soutenant les associations, organisations et réseaux de femmes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.
- Assurer la pleine intégration des femmes dans l'économie bleue grâce à des politiques qui tiennent compte du travail des femmes dans les domaines de la récolte et de l'après-récolte et qui permettent l'accès au crédit et aux marchés, à une sécurité sociale globale et à des mesures en matière de santé et de sécurité au travail fondées sur les besoins des femmes ;
- Intégrer les questions d'égalité homme-femme dans les actions de coopération pour le développement au service de la gestion durable des océans. Il faut aussi soutenir les initiatives de protection des zones côtières (en particulier les mangroves et les récifs coralliens) conduites par

des femmes et en développant une pêche durable et artisanale faisant vivre les communautés locales. Les bienfaits procurés par les projets de faible ampleur peuvent être reproduits dans le cadre d'initiatives plus larges.

Références

- Biswas, N., FAO and ICSF (2017), *Towards gender-equitable small-scale fisheries governance and development : a handbook in support of the implementation of the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication*. [36]
- Camey, I. et al. (n.d.), *Gender-based violence and environment linkages: the violence of inequality*, <https://twitter.com/IUCN/>. [17]
- Center for Ocean Conservancy (2019), *Stemming the Tide: Land-based strategies for a plastic-free ocean*. [56]
- Delpuech, C. and B. Hutniczak (2019), "Encouraging policy change for sustainable and resilient fisheries", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 127, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/31f15060-en>. [9]
- Department, F. (ed.) (2018), *The state of world fisheries and aquaculture 2018 : meeting the sustainable development goals*.. [34]
- EPA (n.d.), *The Effects: Dead Zones and Harmful Algal Blooms*, <https://www.epa.gov/nutrientpollution/effects-dead-zones-and-harmful-algal-blooms> (accessed on 4 November 2020). [8]
- European Commission (2019), "Euronews OCEAN episode 7: Women in fisheries", https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/press/euronews-ocean-episode-7-women-fisheries_en (accessed on 22 December 2020). [38]
- European Commission (2002), "THE ROLE OF WOMEN IN THE FISHERIES SECTOR", *DIRECTORATE GENERAL FOR FISHERIES TENDER FISH/2000/01-LOT NO 1*, https://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/mainreport_en.pdf (accessed on 3 November 2020). [33]
- Falkenberg, L. et al. (2020), "Ocean Acidification and Human Health", *International Journal of Environmental Research and Public Health*, Vol. 17/12, <http://dx.doi.org/10.3390/ijerph17124563>. [7]
- FAO (2020), *The State of World Fisheries and Aquaculture 2020*, FAO, <http://dx.doi.org/10.4060/ca9229en>. [21]
- FAO (2018), *Achieving Blue Growth Building vibrant fisheries and aquaculture communities*. [48]
- FAO (2015), *The role of women in the seafood industry*, <http://www.globefish.org>. [30]
- FAO (2011), "Faces of women in global fishery value chains: Female involvement, impact and importance in the fisheries of developed and developing countries", *NORAD/FAO Value Chain Project*. [29]
- FAO, F. (2017), *Towards Gender-Equitable Small-Scale Fisheries Governance and Development*, FAO, Rome, <http://www.fao.org/3/i7419e/i7419e.pdf>. [40]
- FAO, F. (2015), *A Review of Women's Access to Fish in Small-Scale Fisheries*, FAO, Rome. [37]

- Galtung, J., H. Colonia and D. Sacramento (1997), *HELPING THE POOR TO HELP THEMSELVES*, [44]
INTERVIEW WITH.
- Gerrard, S. and D. Kleiber (2019), "Women fishers in Norway: few, but significant", *Maritime Studies*, Vol. 18/3, pp. 259-274, <http://dx.doi.org/10.1007/s40152-019-00151-4>. [31]
- ILO (2020), "ILOSTAT database. Data retrieved in June 21, 2020.". [32]
- IPBES (2019), *The global assessment report on Biodiversity and Ecosystem Services Summary for Policymakers of the IPBES Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*, <http://www.ipbes.net>. [4]
- IUCN (2020), "Facts and figures on Biodiversity", <https://www.iucn.org/content/facts-and-figures-biodiversity>. [10]
- IUCN (2019), "Fishing for Gender Equality and Sustainability", <https://www.iucn.org/news/gender/201910/fishing-equality-and-sustainability> (accessed on 3 November 2020). [50]
- IUCN (2008), "Disaster Gender Statistics". [15]
- Jeebhay, M. and A. Lopata (2012), "Occupational Allergies in Seafood-Processing Workers", in *Advances in Food and Nutrition Research, Advances in Food and Nutrition Research Volume 66*, Elsevier, <http://dx.doi.org/10.1016/b978-0-12-394597-6.00002-1>. [28]
- Jeebhay, M., A. Lopata and T. Robins (2000), "Seafood Processing in South Africa: A Study of Working Practices, Occupational Health Services and Allergic Health Problems in the Industry", *Occupational Medicine*, Vol. 50/6, pp. 406-413, <http://dx.doi.org/10.1093/occmed/50.6.406>. [27]
- Jones, K. et al. (2018), "The Location and Protection Status of Earth's Diminishing Marine Wilderness", *Current Biology*, Vol. 28/15, pp. 2506-2512.e3, <http://dx.doi.org/10.1016/j.cub.2018.06.010>. [3]
- Kappel, E. (2014), *Women in Oceanography: A Decade Later*, <http://www.tos.org>. [61]
- Kassinis, G. et al. (2016), "Gender and Environmental Sustainability: A Longitudinal Analysis", *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, Vol. 23/6, pp. 399-412, <http://dx.doi.org/10.1002/csr.1386>. [54]
- Kirk, L. et al. (2017), "Public health benefits of hair-mercury analysis and dietary advice in lowering methylmercury exposure in pregnant women", *Scandinavian Journal of Public Health*, Vol. 45/4, pp. 444-451, <http://dx.doi.org/10.1177/1403494816689310>. [12]
- Le Guern, C. (2020), "Plastic Pollution: When the Mermaids Cry", *Coastal Care*, <https://coastalcare.org/2020/01/plastic-pollution-when-the-mermaids-cry-the-great-plastic-tide-by-claire-le-guern/> (accessed on 3 November 2020). [52]
- Lloyd-Smith, M. and J. Immig (2018), *Ocean Pollutants Guide Toxic Threats to Human Health and Marine Life*, <http://www.ipen.org>. [11]
- Louise, S. et al. (2014), *The Role of Women in Community-based Small-Scale Fisheries Management: The Case of the South West Madagascar Octopus Fishery*, <https://www.researchgate.net/publication/271472394>. [45]

- MFF, SEI and SEAFDEC (2018), "Gender-Analysis-Toolkit-for-Coastal-Management-Practitioners". [49]
- Ministry of Foreign Affairs of Japan (2014), "Dried fish business empowers women in Sri Lanka – Support for women struggling against poverty in a Sri Lankan fishing village", <https://www.mofa.go.jp/policy/oda/white/2014/html/column/column03.html> (accessed on 20 December 2020). [51]
- Njiru, M. et al. (2008), "An overview of the current status of Lake Victoria fishery: Opportunities, challenges and management strategies", *Lakes & Reservoirs: Research & Management*, Vol. 13/1, pp. 1-12, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1440-1770.2007.00358.x>. [43]
- Nunan, F. and D. Cepić (2020), "Women and fisheries co-management: Limits to participation on Lake Victoria", *Fisheries Research*, Vol. 224, p. 105454, <http://dx.doi.org/10.1016/j.fishres.2019.105454>. [42]
- ODINAFRICA (2020), "Seaweed farming helps Kwale women exploit blue economy", <http://www.odinafrica.org/about-us/news/185-seaweed-farming-helps-kwale-women-exploit-blue-economy.html> (accessed on 22 December 2020). [46]
- OECD (2016), *The Ocean Economy in 2030*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264251724-en>. [2]
- OECD (2015), *Green Growth in Fisheries and Aquaculture*, OECD Green Growth Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264232143-en>. [22]
- Okafor-Yarwood, I. et al. (2020), "The Blue Economy–Cultural Livelihood–Ecosystem Conservation Triangle: The African Experience", *Frontiers in Marine Science*, Vol. 7, <http://dx.doi.org/10.3389/fmars.2020.00586>. [47]
- Oxfam International (2005), *The tsunami's impact on women*, <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/115038/bn-tsunami-impact-on-women-250305-en.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (accessed on 3 November 2020). [16]
- Potts, J. et al. (2016), *State of sustainability initiatives review : standards and the blue economy*. [39]
- Reddy, S. (2018), "Plastic Pollution Affects Sea Life Throughout the Ocean", *PEW*, <https://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/articles/2018/09/24/plastic-pollution-affects-sea-life-throughout-the-ocean> (accessed on 3 November 2020). [53]
- Saleem, M. and E. Abentim (2019), "Blue Growth and Blue Economy in The Context of Development Policies and Priorities in Malaysia". [19]
- Shaleh, S., C. Fui-Fui and S. Mustafa (2020), "Gender Roles in Inclusive Blue Economy", http://dx.doi.org/10.1007/978-3-319-70060-1_68-1. [18]
- Stevenson, L. and A. St-Onge (2005), *Support for growth-oriented, women entrepreneurs in Ethiopia, Kenya, and Tanzania : an overview report*, Programme on Boosting Employment through Small Enterprise Development, Job Creation and Enterprise Dept., International Labour Office. [57]
- Thirumorthy, A. et al. (2016), "Health Hazard of Women Employed in Small Scale Seafood Processing Units", *Indian Journal of Geo-Marine Sciences*, Vol. 54(4): 574-582. [26]

- UN Atlas of the Oceans (n.d.), *UN Atlas of the Oceans*, <http://www.oceansatlas.org/facts/en/> (accessed on 4 November 2020). [1]
- UN Environment (2020), “New guidelines aim to support mangrove restoration in the Western Indian Ocean”, *Ecosystems and Biodiversity*. [58]
- UN Women (2020), “Empowering Women through Oceans Conservation”. [20]
- UN Women (2020), *Women’s Economic Empowerment in Fisheries: In the Blue Economy of the Indian Ocean Rim*, UN Women, New York. [24]
- UN Women (2017), “SDG 6: Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all”, <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-6-clean-water-sanitation> (accessed on 3 November 2020). [25]
- UN WomenWatch (2009), “Women and Climate Factsheet”, pp. 1-11, https://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Factsheet.pdf. [41]
- UNAM (2020), *2020 Agenda Estadística UNAM*, <https://www.planeacion.unam.mx/Agenda/2020/pdf/Agenda2020.pdf>. [60]
- UNDP (2016), *Gender, climate change adaptation and disaster risk reduction*. [13]
- UNDP (2016), *Overview of linkages between gender and climate change*. [14]
- UNEP (2017), *How are women differently vulnerable?*. [23]
- UNEP and Water Alliance, U. (2019), *Gender Mainstreaming in the Management of the Marine and Coastal Ecosystems*, UNEP, Nairobi. [35]
- UNEP, COBSEA and SEI (2019), *Marine plastic litter in East Asian Seas: Gender, human rights and economic dimensions*, United Nations Environment Programme, Coordinating Body on the Seas of East Asia, and Stockholm Environment Institute. [55]
- UNESCO (2017), “Gender Mainstreaming in Marine Science”, *Gender and Science*, <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/priority-areas/gender-and-science/cross-cutting-issues/gender-mainstreaming-in-marine-science/> (accessed on 3 November 2020). [59]
- Viviani, R. (1992), “Eutrophication, marine biotoxins, human health”, in *Marine Coastal Eutrophication*, Elsevier, <http://dx.doi.org/10.1016/B978-0-444-89990-3.50056-0>. [5]
- WHO Regional Office for Europe and European Commission (2002), *Eutrophication and health*, European Commission. [6]



Extrait de :

Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Les femmes et l'ODD 14 - Vie aquatique : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/628fa627-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.